



Lettre Patrimoniale

Actualité Financière p.2

- Le rebond des **bourses asiatiques**
- Les **banques centrales** sont-elles réellement indépendantes ?

Actualité Patrimoniale p.3

- **Le dossier** : la loi de finances 2026, ce qui change pour votre patrimoine
- **Le focus** : usufruit et nue-propriété, transmettre en gardant des revenus
- **La brève** : le plafond des frais bancaires de succession

Flash marché – Guerre en Iran p.4

Edition – Mars 2026



Le rebond des bourses asiatiques

Les bourses asiatiques poursuivent un rebond engagé depuis plus d'un an. Après plusieurs années de baisse, certains marchés ont fortement repris :

- le CSI 1000 progresse d'environ +30 % sur un an après avoir perdu près de 50 % en quelques années,
- le Shanghai Composite et l'IDX Composite affichent environ des hausses de +20 %.
- L'indice **MSCI Asia Pacific** enregistre une hausse supérieure à +30 % sur un an, illustrant la dynamique régionale.

Plusieurs facteurs expliquent cette dynamique.

1. Rallye technologique et boom de l'Intelligence Artificielle

Le rallye technologique lié au boom de l'intelligence artificielle. La forte demande pour les semi-conducteurs, les mémoires et le cloud a soutenu les marchés de Corée du Sud, de Taiwan et du Japon, entraînant l'ensemble des indices régionaux et attirant de nouveaux flux d'investissement.

2. Hausse de la présence des investisseurs institutionnels

Par ailleurs, la part de l'Asie dans les portefeuilles des investisseurs institutionnels étrangers est à un plus haut de plusieurs années, traduisant une confiance accrue dans la croissance régionale et une volonté de diversification face aux valorisations élevées des marchés américains.

3. L'impact politique compte aussi

Les facteurs politiques ont également joué, notamment au Japon, où des réformes perçues comme favorables aux entreprises ont renforcé l'attrait du marché.

4. Facteurs macroéconomiques mondiaux favorables

Enfin, l'environnement macroéconomique mondial a été porteur : anticipation de baisses de taux des grandes banques centrales, affaiblissement des flux vers les marchés émergents aux valorisations plus attractives. La relative résilience des économies asiatiques face aux chocs externes et leur moindre dépendance aux cycles occidentaux ont aussi contribué à soutenir la confiance des investisseurs.

Cependant, attention aux risques... La situation géopolitique mondiale, particulièrement fragile, peut bouleverser rapidement les équilibres économiques. Ainsi, la hausse des cours des hydrocarbures consécutive à l'opération américaine en Iran perturbe fortement l'activité économique en Asie. La région dépend en effet largement des importations d'énergie et tire plus de 80 % de son approvisionnement pétrolier du Moyen-Orient. Dans ce contexte, il convient de rester attentif à l'évolution de la situation.

1,2
milliard

Investissement du
n°1 français de l'IA,
Mistral, dans un data
center en Suède.

-30%

La performance du S&P
500 Software depuis les
plus hauts, les logiciels
sont menacés par l'IA.

100 ans

La maturité d'une
émission de dette
d'Alphabet, rare
pour une entreprise.

-49,6%

La baisse du
Bitcoin depuis
ses plus hauts
de fin 2025.

Les banques centrales sont-elles réellement indépendantes?

Depuis l'arrivée de **Donald Trump** au pouvoir, la succession de **Jerome Powell** à la tête de la **Réserve fédérale** est devenue l'un des principaux sujets de préoccupation des marchés financiers. Les investisseurs craignent que le président américain ne désigne un proche, susceptible de mener une politique monétaire alignée sur ses intérêts, notamment via une baisse marquée des taux directeurs vers 1 %. Une telle orientation aurait été perçue comme une remise en cause de l'indépendance de l'institution.

Finalement, Donald Trump a nommé **Kevin Warsh**, figure jugée relativement modérée et favorable à un assouplissement monétaire progressif. Ancien membre de la Réserve fédérale, il connaît bien le fonctionnement de l'institution. Son profil a globalement rassuré les investisseurs, qui y voient un compromis entre continuité institutionnelle et capacité d'adaptation de la politique monétaire.

En Europe, des interrogations similaires émergent. **François Villeroy de Galhau**, gouverneur de la **Banque de France**, a annoncé sa démission, prenant effet cet été, alors que son mandat devait initialement courir jusqu'en 2027. Par ailleurs, des rumeurs évoquent une possible démission de **Christine Lagarde**, actuelle présidente de la **Banque Centrale Européenne**, dont le mandat s'achève également en 2027.

Selon certaines hypothèses, ces mouvements viseraient à permettre à **Emmanuel Macron**, dont le mandat présidentiel prend fin avant ceux des responsables monétaires concernés, de nommer un nouveau gouverneur de la Banque de France et d'exercer une influence sur le choix du futur président de la BCE avant l'élection présidentielle de 2027. À ce stade, le **Rassemblement National** apparaît en tête des intentions de vote, ce qui alimente l'idée que certains responsables chercheraient à sécuriser des postes clés avant une éventuelle alternance politique.

L'ensemble de ces éléments relance un débat de fond : si les nominations aux postes stratégiques des banques centrales sont influencées par des considérations politiques, peut-on encore parler d'une indépendance réelle des institutions monétaires ?



Le dossier : la loi de finances 2026, ce qui change pour votre patrimoine

La loi de finances pour 2026, enfin adoptée, n'apporte finalement pas de changements majeurs en matière de fiscalité patrimoniale.

En voici les principales mesures :

Hausse de la CSG sur certains revenus du capital : le taux passe de **9,2 % à 10,6 %** pour de nombreux placements financiers, portant la fiscalité globale à 31,4 % (12,8 % d'impôt sur le revenu et 18,6 % de prélèvements sociaux). Sont exclus de cette hausse les revenus fonciers, les plus-values immobilières et certains contrats d'assurance-vie.

Indexation du barème de l'impôt sur le revenu : Les tranches du barème de l'impôt sur le revenu sont **indexées à hauteur de 0,9 %** sur l'inflation pour les revenus 2025, qui seront imposés lors de la campagne fiscale 2026.

Création d'un statut de « bailleur privé » : Un nouveau mécanisme d'amortissement est prévu pour la location nue (travaux représentant plus de 30 % du prix d'acquisition) : **amortissement compris entre 3 % et 3,5 %**, avec un engagement de location de 9 ans du bien à usage.

À noter :

- La fiscalité de l'**assurance-vie** reste inchangée, avec une imposition réduite des produits des primes à 7,5 % après 8 ans.
- Les **comptes-titres et autres placements financiers** subissent mécaniquement la hausse de la CSG, aboutissant à une imposition globale légèrement plus lourde des intérêts et dividendes.

Ce qui ne change pas :

- Les règles en matière de **transmission** (donations et successions), y compris l'abattement de 100 000 € en ligne directe, le délai de rappel fiscal de 15 ans et le barème des droits. Seul le pacte Dutreil subit quelques ajustements techniques.
- Le régime de l'**IFI**.
- Le maintien de l'abattement proportionnel de 10 % sur les **pensions de retraite**.

Vous recevrez très prochainement une note détaillée exclusivement dédiée à la Loi de Finances 2026.

Le focus : Usufruit et nue-propriété, transmettre en gardant des revenus

Transmettre la nue-propriété d'un bien à ses enfants tout en conservant l'usufruit permet de **préparer sa succession par anticipation**, sans perdre ni l'usage du bien ni les revenus qu'il génère.

Concrètement, les parents donnent la nue-propriété et conservent l'usufruit c'est-à-dire le droit d'occuper le bien ou d'en percevoir les loyers. Au décès de l'usufruitier, l'usufruit s'éteint automatiquement et les enfants deviennent pleins propriétaires, sans droit de succession supplémentaires sur ce bien.

Pourquoi ce montage est intéressant pour une famille ?

La donation de la nue-propriété avec réserve d'usufruit permet d'organiser sereinement, en amont de la succession, la transmission du patrimoine aux héritiers.

Les parents peuvent ainsi :

- choisir quels biens reviendront à quels enfants;
- équilibrer les transmissions entre eux;
- éviter certains conflits au moment du décès, la répartition étant déjà déterminée.

Un intérêt fiscal majeur

Les droits de donation sont calculés non pas sur la valeur en

pleine propriété du bien, mais sur la seule valeur de la nue-propriété, déterminée en fonction de l'âge de l'usufruitier au jour de la donation.

Plus le donateur est jeune, plus la valeur de la nue-propriété est faible et donc plus la base taxable est réduite.

Le maintien des droits des parents

En conservant l'usufruit, les parents :

- continuent à percevoir les loyers d'un bien locatif pour compléter leur retraite;
- ou conservent le droit d'occuper le logement jusqu'à leur décès.

Répartition des charges

La loi et la pratique distinguent les charges d'usufruitier (entretien courant, certaines réparations) et celles du nu-propriétaire (grosses réparations). Cette répartition doit être clairement expliquée et, si besoin, aménagée dans l'acte de donation ou une convention spécifique.

Si ce mécanisme vous intéresse, nous pouvons l'évoquer ensemble.

La brève : le plafond des frais bancaires de succession

Depuis le 13 novembre 2025 et à la suite de nombreuses dérives, les frais bancaires de succession sont désormais encadrés. Ces frais sont plafonnés à **1% du montant total des soldes des comptes et des produits d'épargne du défunt**, et ne peuvent excéder un **montant maximum revalorisé chaque année**. Pour l'année 2026, le montant est fixé à **857€**.

Flash Marché : Guerre en Iran

CHOC GÉOPOLITIQUE ET MARCHÉS : PREMIERS ENSEIGNEMENTS

Les frappes coordonnées d'Israël et des États-Unis contre l'Iran le 28 février constituent un choc géopolitique majeur qui a immédiatement fait monter la prime de risque sur les marchés mondiaux, principalement via un choc d'offre énergétique. La région concernée représente environ 26 % de la production mondiale de pétrole (hors Iran), tandis que l'Iran compte pour près de 6 %, ce qui rend toute perturbation potentiellement significative pour l'équilibre énergétique mondial.

RÉACTION INITIALE DES MARCHÉS

La réaction initiale a été dominée par les algorithmes de trading et l'émotion : les opérateurs ont réduit le risque et exploité la volatilité de court terme, tandis que les investisseurs fondamentaux sont restés en retrait. Le seuil psychologique des 100 dollars le baril a été brièvement franchi avant un retour au calme, illustrant la forte dimension spéculative du marché pétrolier.

IMPACT MACROÉCONOMIQUE POTENTIEL

Une hausse durable de 10 dollars du baril pourrait retrancher environ 0,1 point de croissance mondiale et 0,2 à 0,3 point en Europe, plus dépendante des importations énergétiques.

Historiquement, les marchés absorbent toutefois assez rapidement les chocs exogènes une fois la phase initiale de volatilité passée.

Comme le souligne Howard Marks (Oaktree Capital Management), l'incertitude reste maximale : il est impossible de prévoir la durée, l'ampleur ou l'issue du conflit, ce qui rend les réactions émotionnelles peu utiles pour les investisseurs.

ENJEU STRATÉGIQUE : LE RÔLE DE LA CHINE

Enfin, la Chine constitue un acteur clé : une grande partie de ses flux commerciaux et énergétiques transite par cette zone. L'affaiblissement potentiel de Pékin et le contrôle d'une autre source majeure d'approvisionnement pétrolier — après le Venezuela — pourraient représenter un objectif stratégique implicite des États-Unis.

IMPLICATIONS TRADITIONNELLES POUR LES MARCHÉS

Actifs généralement favorisés

- **Or et métaux précieux** : Valeurs refuges par excellence en période de tensions géopolitiques. Les phases d'incertitude s'accompagnent généralement d'une volatilité orientée à la hausse.
- **Pétrole et gaz** : Bénéfices immédiats pour le secteur énergétique et regain d'intérêt pour les compagnies pétrolières.
- **Secteur de la défense** : Les entreprises liées à la défense bénéficient souvent à la fois d'un soutien structurel et d'un effet psychologique lié à l'escalade des tensions.
- **Dollar américain et franc suisse** : Les deux monnaies jouent traditionnellement un rôle de refuge. Une appréciation du dollar peut toutefois limiter la progression de l'or. Une hausse trop marquée du franc suisse pourrait entraîner une intervention de la Banque Nationale Suisse, compte tenu du caractère très exportateur de l'économie helvétique.

Actifs sous pression

- **Actions cycliques** : Les marchés actions subissent généralement un mouvement réflexe de réduction du risque (« de-risking »).
- **Secteurs sensibles aux prix de l'énergie** : Transport aérien, logistique, transport en général, ainsi que l'hôtellerie de manière indirecte.
- **Marchés émergents** : Souvent pénalisés par l'appréciation du dollar et par la hausse des coûts énergétiques.

Effets plus ambigus

- **Taux d'intérêt** : L'impact sur les anticipations d'inflation reste incertain. Les banques centrales pourraient maintenir une posture prudente à court terme face aux risques inflationnistes.
- **Obligations longues** : Une remontée durable du prix du pétrole pourrait peser sur les obligations longues en ravivant le risque d'inflation.
- **Courbe des taux** : Un **aplatissement de la courbe** reste le scénario le plus probable dans un contexte d'incertitude.

Points clés à surveiller

- **Le détroit d'Ormuz** : Une fermeture ou une obstruction significative constituerait un **choc pétrolier majeur**, avec des implications directes pour l'inflation et la trajectoire des taux d'intérêt.
- **Les signaux diplomatiques** : Réactions des États-Unis, d'Israël et de l'Iran, position de la Chine, ainsi qu'une possible intensification de la pression russe en Ukraine, qui pourrait exploiter la diversion stratégique.
- **La volatilité des marchés** : Dans ce type de contexte, les mouvements de marché peuvent créer **des points d'entrée attractifs pour les investisseurs de long terme**.

OTEA CAPITAL

49, avenue d'Iéna - 75116 Paris

Tel : +33 (0)9.73.87.02.73

www.otea-capital.fr